

Alain VIDALIES

*Landes (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 juin 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 juin 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 juillet 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Syndicats. Ressources. Patronat, financements occultes [31 octobre 2007] (p. 3624)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [14 novembre 2007] (p. 4103)

Travail. Durée du travail. Réduction, suppression, compensation monétaire [4 décembre 2007] (p. 4913)

Travail. Négociations. Dialogue social [4 juin 2008] (p. 2898)

HOMMAGE

Se réjouit au nom de son groupe de la libération de l'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt : symbole d'une victoire de la liberté et de la démocratie sur la barbarie [2 juillet 2008] (p. 4181)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore l'absence de consultation des partenaires sociaux [11 juillet 2007] (p. 1741)

Demande des précisions sur les conséquences de la prise en compte de l'augmentation du nombre heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence [11 juillet 2007] (p. 1774)

Considère inadmissible le fait que le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité l'ait accusé de travestir une interview publiée dans "Libération" ; précise que la source du ministre, "Le Figaro", n'est pas la même ; accuse le Gouvernement d'avoir "atomisé" la négociation collective [30 juillet 2007] (p. 2473)

Demande une suspension de séance afin de permettre à son groupe de rencontrer des représentants syndicaux [31 juillet 2007] (p. 2529)

Demande au président de séance de permettre à l'opposition de s'exprimer, en particulier de répondre à la commission et au Gouvernement [31 juillet 2007] (p. 2531)

Demande au président de séance d'appliquer l'usage consistant à permettre à deux intervenants de répondre à la commission et au Gouvernement [31 juillet 2007] (p. 2531)

Demande au Gouvernement des explications sur des informations de presse faisant état d'une réunion organisée à Matignon avec des députés UMP pour envisager des compensations sur les territoires touchés par la réforme de la carte judiciaire [15 novembre 2007] (p. 4187)

Évoque un arrêt de la cour de Cassation au sujet de l'accord conclu entre l'Union professionnelle artisanale et les organisations syndicales sur l'action syndicale dans l'entreprise. Il demande comment le Gouvernement entend faire appliquer cet accord [11 décembre 2007] (p. 5191)

Considère que le Gouvernement et la majorité invoquent de manière sélective la distinction entre le domaine de la loi et celui du règlement [11 décembre 2007] (p. 5198)

Demande au Gouvernement de s'exprimer sur l'indemnisation du licenciement économique [16 avril 2008] (p. 1656)

Conteste les chiffres annoncés par le Gouvernement sur la durée hebdomadaire moyenne du travail [1^{er} juillet 2008] (p. 4130)

Reproche au ministre du travail de tenter de jeter l'opprobre sur des orateurs de l'opposition en mettant l'accent sur certaines de leurs formules et reprend une déclaration de Serge Dassault se référant au Front populaire et selon lequel "les 35 heures c'est un truc de vaincus" [3 juillet 2008] (p. 4246)

Condamne les propos du Président de la République selon lequel "désormais, quand il y a une grève personne ne s'en aperçoit" [7 juillet 2008] (p. 4291)

S'inquiète des conséquences d'une ouverture du capital de La Poste [23 septembre 2008] (p. 4978)

Regrette que plusieurs amendements identiques n'aient pas été discutés et qualifie le débat de "pitrieries" [23 septembre 2008] (p. 4998)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert : considère que le ministre n'a pas répondu à l'ensemble des questions posées par l'opposition [23 septembre 2008] (p. 5006)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1690)

Thèmes :

Emploi : chômage : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 1690)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 1690)

Entreprises : seuils sociaux : Conseil d'Etat (p. 1690)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1690)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1691)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1690 et s.)

Travail : taux d'activité (p. 1690)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1741)

Ses interventions (p. 1755 et s., 1775 et s., 1790)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1774)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 271 de M. Michel Lieb Gott (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1812)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses amendements n°s 327, 325 et 324 (p. 2052)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2467) : rejetée (p. 2475)

Ses rappels au règlement (cf supra) [30 juillet 2007] (p. 2473, 2529)

Thèmes :

Collectivités territoriales : prérogatives (p. 2471)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2467 et s.)

Entreprises : missions de service public (p. 2468, 2469)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2469)

Politique sociale : dialogue social (p. 2467, 2471, 2472)

Secteur public : effectifs (p. 2468)

Secteur public : service minimum (p. 2467 et s.)

Transports ferroviaires : régions (p. 2468 et s.)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2467 et s.)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2467 et s.)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : service minimum (p. 2468)

Transports routiers : transport de voyageurs : petites et moyennes entreprises (p. 2469)

Transports urbains : RATP (p. 2467, 2469)

Travail : syndicats (p. 2468 et s.)

Travail : grèves : déclaration (p. 2470, 2471)

Travail : négociations (p. 2468 et s.)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Avant l'article 1er

Ses rappels au règlement (cf supra) [31 juillet 2007] (p. 2531)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Ses interventions (p. 2534 et s.)

Ses amendements n^{os} 113, 103, 155, 154 et 156 (p. 2547 à 2551)

Avant l'article 2

Son amendement n^o 157 (concertation entre les autorités organisatrices, les entreprises de transport public et les syndicats représentatifs préalable à la conclusion ou la révision d'un contrat de transport) : adopté (p. 2556)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2557, 2591 et s.)

Ses amendements n^{os} 104 (de suppression), 158 à 163, (p. 2561, 2568 à 2572, 2573, 2576)

Ses amendements n^{os} 164 et 165 : adoptés (p. 2577, 2578)

Son sous-amendement n^o 183 à l'adt n^o 18 de la commission spéciale (p. 2579)

Ses amendements n^{os} 167 à 173 (p. 2580 à 2587)

Son amendement n^o 175 : adopté (p. 2590)

Ses amendements n^{os} 174, 176, 177 rectifié et 178 (p. 2590 à 2592)

Après l'article 2

Son amendement n^o 179 (encadrement de l'exercice de la sous-traitance en matière de missions de service public dans le secteur des transports) : rejeté (p. 2595)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalables à la cessation concertée du travail)

Ses amendements n^{os} 105 (de suppression) et 180 (p. 2596, 2597)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2600 et s.)

Ses amendements n^{os} 106 (de suppression), 114, 115, 181, 182, 116 à 118 (p. 2604, 2638, 2640, 2644, 2647 à 2649, 2658)

Son amendement n^o 119 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2659)

Son amendement n^o 120 (p. 2660)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses amendements n^{os} 107 (de suppression), 130 à 133, et 135 à 137 (p. 2667, 2670 à 2672)

Son amendement n^o 138 : adopté (p. 2672)

Ses amendements n^{os} 139 à 145 (p. 2675, 2667, 2679)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Ses amendements n^{os} 108 (de suppression), 146, 147 et 149 (p. 2683 à 2685)

Son sous-amendement n^o 184 à l'adt n^o 37 de la commission spéciale (p. 2686)

Après l'article 7 bis

Son amendement n^o 121 (sanctions financières appliquées par l'autorité organisatrice à l'entreprise de transport responsable d'un dysfonctionnement de service public) : rejeté (p. 2689)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Ses amendements n^{os} 109 (de suppression), 122 à 128 (p. 2690 à 2692)

Article 9 (régime de réduction de la rémunération des salariés participant à une grève)

Son amendement n^o 110 (de suppression) (p. 2694)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)

Ses amendements n^{os} 111 (de suppression) et 101 (p. 2697)

Son amendement n^o 152 : adopté (p. 2698)

Proposition de loi n^o 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2715)

Son intervention (p. 2718)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : acceptation (p. 2718)

Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 2718)

Assurances : assurance vie : décès (p. 2718)

Assurances : assurance vie : intérêts de retard (p. 2718)

Assurances : contrats : information (p. 2718)

Etat : Médiateur de la République (p. 2718)

Discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2721)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n^o 11 de M. Eric Straumann (revalorisation du capital garanti en cas de décès de l'assuré) (p. 2722)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1 (obligation de recherche du bénéficiaire de l'assurance sur la vie en cas de décès de l'assuré par les entreprises d'assurance) : devenu sans objet (p. 2723)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de M. Yves Censi (deux ans après le terme du contrat, obligation d'information de l'assureur à l'égard du souscripteur ou des bénéficiaires s'il est décédé) (p. 2724)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Yves Censi (encadrement des conditions et des effets de l'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie - situation du bénéficiaire ayant donné la mort à l'assuré) (p. 2726)

Explications de vote et vote [11 octobre 2007] (p. 2719)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2719)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5155)

Son intervention (p. 5158)

Thèmes :

- Assurances : assurance vie : acceptation (p. 5159)
- Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 5158)
- Assurances : assurance vie : décès (p. 5158)
- Assurances : assurance vie : fichiers informatisés (p. 5159)
- Assurances : assurance vie : information (p. 5158)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007]

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5159)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4173)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2007] (p. 4187)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 4174)
- Justice : accès (p. 4174)
- Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4173)
- Justice : tribunaux d'instance : fermeture (p. 4174)
- Justice : victimes : transports (p. 4174)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)*Avant le titre 1er*

Son amendement n° 205 (prohibition du consentement tacite du consommateur) : rejeté (p. 4481)

Son amendement n° 78 (inopposabilité d'une créance née de l'ouverture d'un crédit renouvelable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté ou de l'indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) (p. 4514) : rejeté (p. 4516)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4932) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4939)

Thèmes :

- Emploi : comités et conseils (p. 4932)
- Lois : codification (p. 4932 et s.)
- Travail : conseils de prud'hommes (p. 4934)
- Travail : code du travail (p. 4932 et s.)
- Travail : droit du travail (p. 4932 et s.)
- Travail : droit du travail : inégalités (p. 4932 et s.)
- Travail : inspection du travail (p. 4934)
- Travail : jours fériés (p. 4934)
- Travail : licenciement économique (p. 4935)
- Travail : licenciements (p. 4933 et s.)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Ses interventions (p. 4969 et s.)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Ses interventions (p. 4975 et s., 4984 et s., 4998 et s., 5001, 5006 et s., 5194 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 décembre 2007] (p. 5191, 5198)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)

Article 4 bis (acte de notoriété)

Son amendement n° 2 (de suppression) (p. 5168)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Son amendement n° 52 (créance en matière de crédit à la consommation : inopposabilité à la personne, membre d'une communauté ou d'une indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) : rejeté (p. 5554)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)

Son intervention (p. 164)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 166)

Parlement : rôle (p. 166)

Politique générale : démocratie : référendums (p. 165)

Traités et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 164)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 165)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1590)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1591 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 1591)

Travail : chômage : indemnisation (p. 1591)

Travail : accords interprofessionnels (p. 1590 et s.)

Travail : contrats de travail (p. 1591)

Travail : droit du travail (p. 1590 et s.)

Travail : précarité (p. 1591)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Ses interventions (p. 1613 et s.)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Ses interventions (p. 1625, 1646)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Ses interventions (p. 1654 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 avril 2008] (p. 1656)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Ses interventions (p. 1669, 1678)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Ses interventions (p. 1683, 1685)

Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)

Ses interventions (p. 1693, 1696)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1926)

Son intervention (p. 1932)

Thèmes :

Droit civil : obligations : réforme (p. 1932)

Droit civil : prescription : délais (p. 1932)

Droit civil : prescription : pays étrangers (p. 1932)

Droit pénal : discrimination : indemnisation des victimes (p. 1926, 1932)

Travail : discrimination (p. 1926, 1932)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)

Ses interventions (p. 1937 et s.)

Article 4 (interdiction des modifications contractuelles de la prescription)

Son intervention (p. 1941)

Article 6 (prescription de l'action des notaires et des huissiers en recouvrement de leurs frais et de l'action en responsabilité contre les huissiers)

Son intervention (p. 1942)

Article 8 (prescription en matière salariale)

Son intervention (p. 1943)

Explications de vote et vote [6 mai 2008] (p. 1944)

Ses explications de vote (p. 1944)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1944)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2295)

Thèmes :

Constitution : révision : Parti socialiste (p. 2295)

Ordonnances (p. 2296)

Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 2296)

Parlement : prérogatives (p. 2296)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 21

Son amendement n° 1031 précédemment réservé (p. 3382) : rejeté (p. 3383)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4089) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4095)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2008] (p. 4130)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4093)

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 4092 et s.)

Politique sociale : dialogue social (p. 4089 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 4089 et s.)

Travail : conditions de travail (p. 4091)

Travail : durée du travail (p. 4091 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 4091)

Travail : négociations (p. 4089 et s.)

Travail : repos hebdomadaire (p. 4091 et s.)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)

Ses sous-amendements n°s 1685 et 1686 à l'ad n° 1 de la commission (p. 4145)

Son amendement n° 183 (p. 4148) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4150)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

- Ses interventions (p. 4151 et s.)
- Ses amendements n^{os} 184 rectifié et 185 (p. 4151 et s.)
- Ses amendements n^{os} 1682 et 1678 (p. 4153)
- Son sous-amendement n^o 1689 à l'adt n^o 9 de la commission (p. 4154)
- Son amendement n^o 187 (p. 4156) : adopté (p. 4157)
- Son sous-amendement n^o 1690 à l'adt n^o 16 de la commission (p. 4159)
- Son sous-amendement n^o 1691 à l'adt n^o 17 de la commission (p. 4159)

Article 3 (modalités des élections professionnelles)

- Son intervention (p. 4165)

Après l'article 3

- Intervient sur l'adt n^o 207 de M. Benoist Apparu (règle de la majorité substituée à celle de l'unanimité pour la validation du protocole pré-électoral) (p. 4167)

Article 4 (conditions de désignation des délégués syndicaux)

- Son amendement n^o 1657 : adopté (p. 4168)

Article 5 (conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale)

- Ses interventions (p. 4169 et s.)

Article 6 (conditions de validité des accords collectifs de travail)

- Son amendement n^o 1696 (p. 4173)
- Ses sous-amendements n^{os} 1697 à 1699 à l'adt n^o 40 rectifié de la commission (p. 4174 et s.)
- Ses amendements n^{os} 1695 et 190 (p. 4176)
- Son sous-amendement n^o 1700 à l'adt n^o 48 de la commission (p. 4176)
- Son intervention (p. 4177)

Article 7 (négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés)

- Son intervention (p. 4182)
- Ses amendements n^{os} 191 et 192 (p. 4182 et s.)

Article 8 (ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles)

- Ses interventions (p. 4184 et s.)

Article 9 (date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de

représentativité aux différents niveaux du dialogue social)

- Son amendement n^o 193 (p. 4188)

Avant l'article 16

- Intervient sur les adts n^{os} 276 à 290 du groupe socialiste (suppression du Titre II relatif au temps de travail) (p. 4191)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

- Ses interventions (p. 4203, 4217 et s., 4240 et s., 4270 et s.)
- Son rappel au règlement (cf supra) [3 juillet 2008] (p. 4246)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

- Ses interventions (p. 4279, 4292 et s., 4301 et s., 4311 et s., 4322 et s., 4332 et s., 4345)
- Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2008] (p. 4291)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

- Ses interventions (p. 4352 et s.)

Article 20 (coordination)

- Son intervention (p. 4359)

Explications de vote et vote [8 juillet 2008] (p. 4367)

- Ses explications de vote (p. 4370)
- Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4371)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4877)

- Son intervention (p. 4883)

Thèmes :

- Constitution : préambule (p. 4884)
- Elections et référendums : élections professionnelles : sous-traitance (p. 4884 et s.)
- Entreprises : accords collectifs d'entreprise : dénonciation (p. 4883 et s.)
- Entreprises : salariés : temps partiel (p. 4884 et s.)
- Travail : durée du travail : heures supplémentaires (p. 4883 et s.)
- Travail : repos compensateur (p. 4884)
- Travail : repos hebdomadaire : jours fériés (p. 4884)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4936)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4978)

Thèmes :

Entreprises : fonds propres (p. 4936)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4936 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4936)

Travail : salaires (p. 4937)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission des affaires économiques (insertion du "Dividende du travail" dans le code du travail) (p. 4980)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4985, 4994 et s., 5003 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4998)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert (cf supra) (p. 5005)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014 et s.)

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014 et s.)

Intervient sur les adts identiques n°s 1344 à 1365 rectifié de M. Christian Eckert (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014 et s.)

Intervient sur l'adt n° 23 de la commission (mesures en faveur d'accords d'intéressement de branches pour les petites entreprises) (p. 5026)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5034, 5044 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1234 à 1255 de M. Christian Eckert (délibération de l'assemblée générale sur le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération dans la société) (p. 5055)

Intervient sur les adts identiques n°s 1300 à 1321 de M. Christian Eckert (affectation à la réserve spéciale de participation d'au moins 50 % de la plus-value d'acquisition des titres obtenus lors de la levée des options) (p. 5056)

Intervient sur les adts identiques n°s 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5065)

Intervient sur les adts identiques n°s 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5067)

Intervient sur les adts identiques n°s 117 à 137 de M. Christian Eckert (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5075)

Intervient sur les adts identiques n°s 954 à 1001 de M. Christian Eckert (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5077)

Intervient sur les adts identiques n°s 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5081)

Intervient sur les adts identiques n°s 858 à 905 de M. Christian Eckert (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5084)

Intervient sur les adts identiques n°s 906 à 953 de M. Christian Eckert (TVA au taux de 2,1 % sur la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5086)

Intervient sur les adts identiques n°s 474 à 494 de M. Christian Eckert (examen de l'évolution du montant moyen des primes distribuées au titre de l'intéressement lors de la négociation salariale de branche) (p. 5087 et s.)

Intervient sur les adts identiques n°s 453 à 473 de M. Christian Eckert (examen du volume des salaires bruts, des primes distribuées au titre de l'intéressement et de leur répartition lors de la négociation annuelle d'entreprise) (p. 5088)

Intervient sur les adts identiques n°s 495 à 515 de M. Christian Eckert (examen des accords d'intéressement et de participation par la commission nationale de la négociation collective) (p. 5093)

Intervient sur l'adt n° 4 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (intéressement, participation et épargne salariale pour les salariés de groupements d'employeurs) (p. 5095)

Intervient sur les adts identiques n°s 1476 à 1497 de M. Christian Eckert (intéressement, participation et épargne salariale pour les salariés de groupements d'employeurs) (p. 5095)

Intervient sur l'adt n° 1513 rectifié de M. Jean-Pierre Decool (renouvellement des accords d'intéressement par tacite reconduction) (p. 5096)

Intervient sur l'adt n° 40 de la commission des affaires économique (participation dans les entreprises et établissements publics et leurs filiales) (p. 5096 et s.)

Intervient sur les adts identiques n°s 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5100)

Intervient sur les adts identiques n°s 516 à 536 de M. Christian Eckert (extension de la participation aux entreprises de plus de vingt salariés) (p. 5101)

Intervient sur l'adt n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5106)

Intervient sur le sous-adt n° 1813 de M. Christian Eckert (seuil porté à 150 salariés) à l'adt n° 39 rectifié de la commission des affaires économiques (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 250 salariés) (p. 5115)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Ses interventions (p. 5120, 5129)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son intervention (p. 5133)